

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.

• Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement);
- affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

• Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

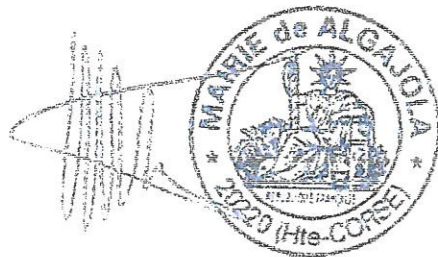
(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 02B 010 12 00004
déposée à la mairie le : 24 de 2012.

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2) Le maire ou le préfet en délivre certifié sur simple demande

Cachet de la mairie :



Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en faisant valoir les travaux ou plus, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.



Commune de Algajola

dossier n° CUb 02B 010 11 N0004

date de dépôt : 17 avril 2011

demandeur : **Monsieur et Madame LOVERINI
Barthélémy et Janine**

pour : **création d'une résidence de tourisme**

adresse terrain : **lieu-dit Vigna al Porto, à
Algajola (20220)**

CERTIFICAT d'URBANISME

délivré au nom de l'État

Opération réalisable

Le maire de Algajola,

Vu la demande présentée le 17 avril 2011 par Monsieur et Madame LOVERINI Barthélémy et Janine demeurant 17 Route Nationale lieu-dit Cocani, Algajola (20220), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

• indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- cadastré A-948, A-598
- situé lieu-dit Vigna al Porto
20220 Algajola

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en construction d'une résidence de tourisme ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants :

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune régie par le règlement national d'urbanisme.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont, notamment, applicables :

- art. L.111-1-2, art. L.111-1-4, art. R.111-2 à R.111-24.

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- PPRIF d'Algajola applicable par arrêté préfectoral N° 2008-284-6 en date du 10 octobre 2008 rendant opposable certaines prescriptions du projet de plan de prévention des risques naturels d'incendie de forêt
- Monument protégé et Site Inscrit (ABF)

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
Eau potable	Oui	Oui		
Électricité	Non renseigné			
Assainissement	Oui			
Voirie	Oui			

Le permis de construire ne pourra être délivré que si le terrain est suffisamment desservi par les réseaux publics.

Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe locale d'équipement

Taux en % : 2,00

- Taxe départementale des espaces naturels sensibles

Taux en % : 2,00

- Taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Taux en % : 0,30

- Redevance d'archéologie préventive

Taux en % : 0,50

Article 5

Les participations ci dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération : Néant

Article 6

Les demandes de permis et les déclarations préalables seront soumises aux avis ou accords des services de l'État en charge : Des monuments historiques et des espaces protégés,

Article 7

Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis de construire

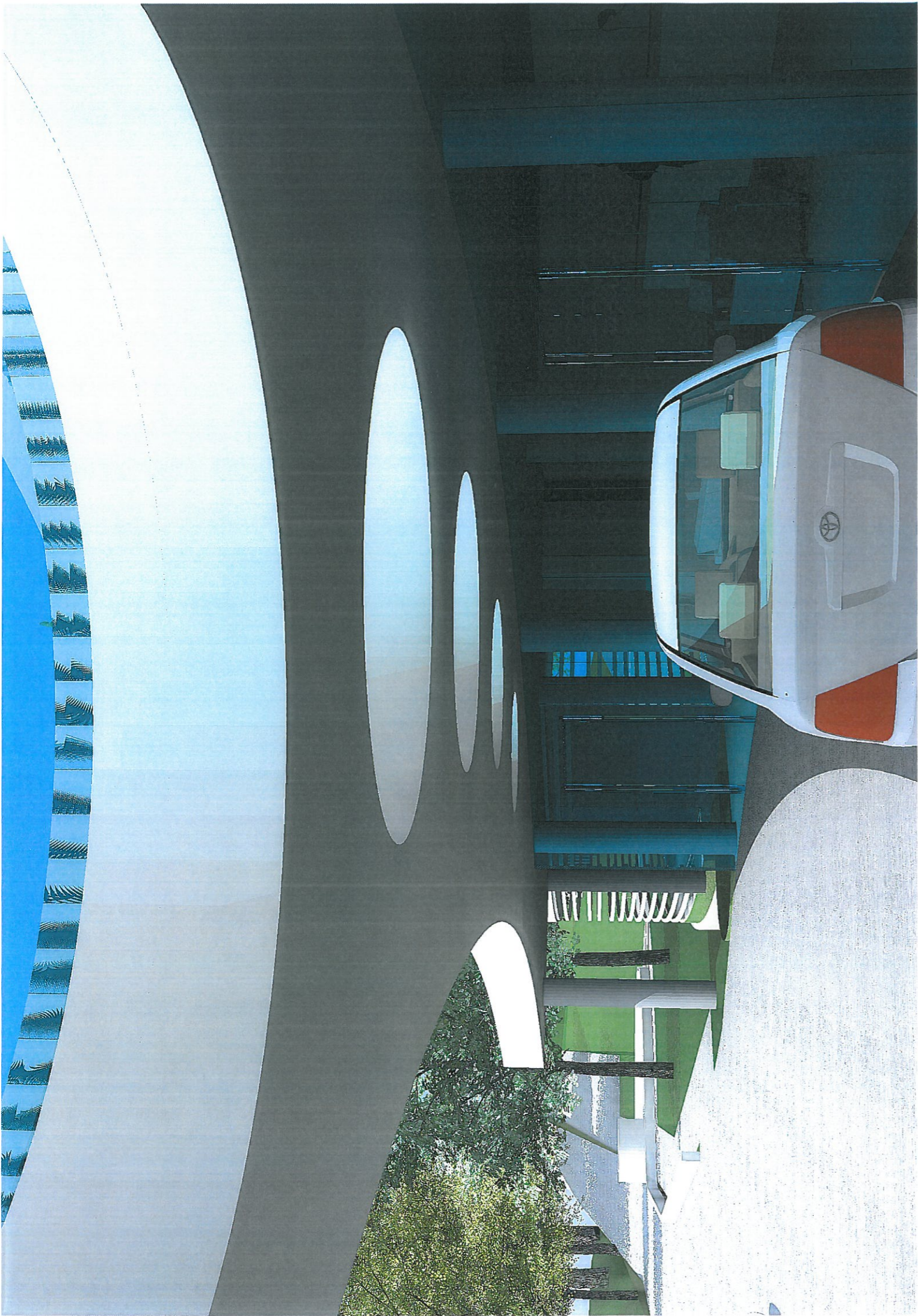
Fait, le 09-05-2011

Le maire, Aurélie PARIGI

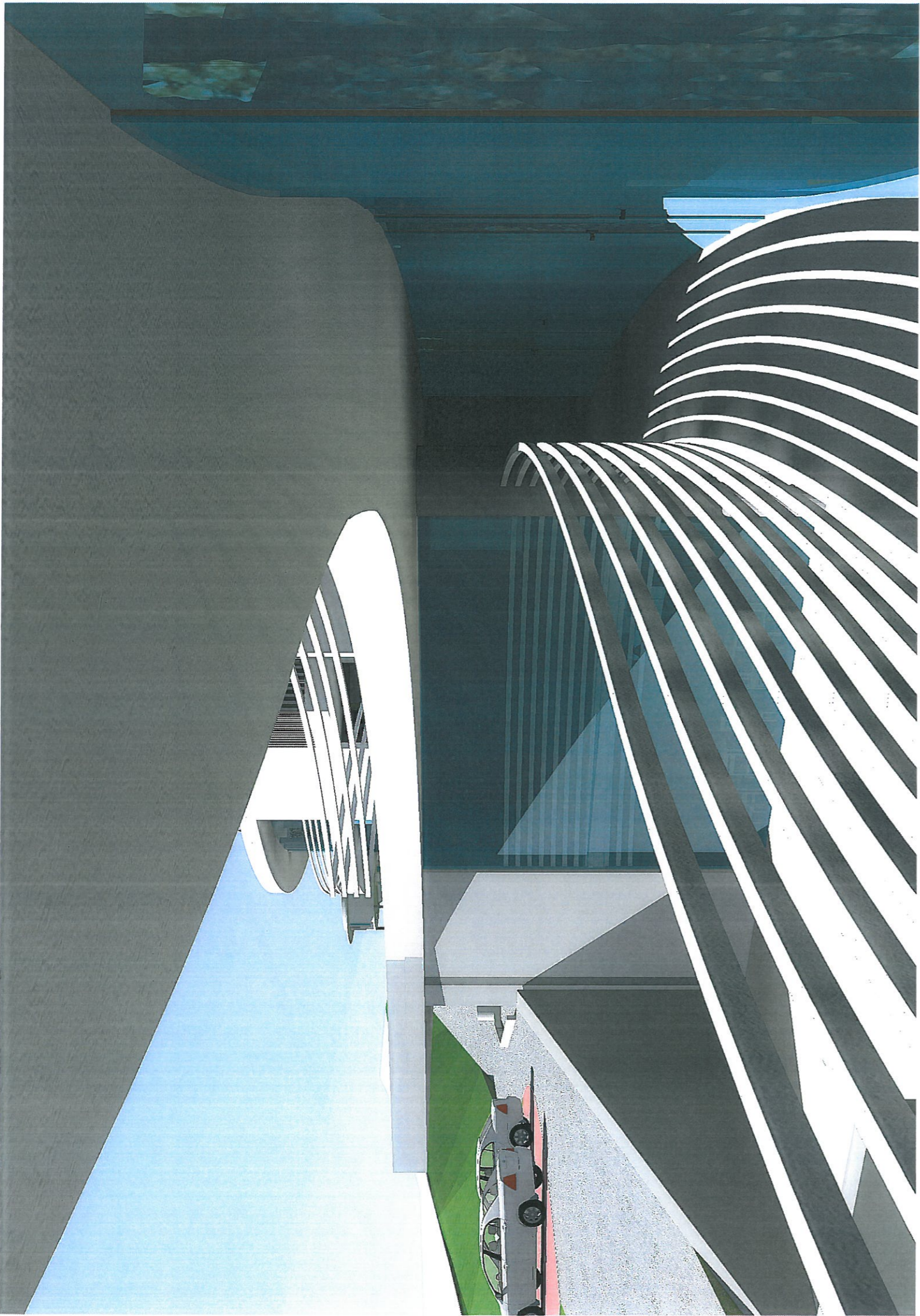






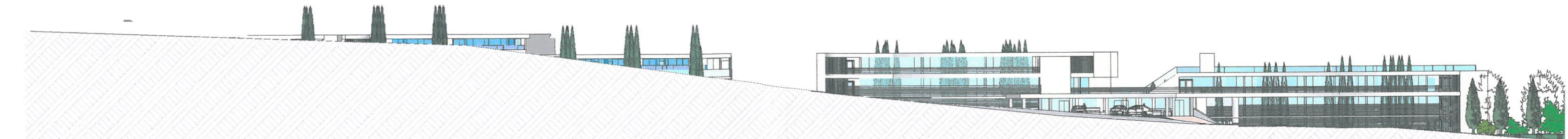






Legende

- limite propriété
- Stationnt
 - 24 places en surface
 - 71 places garage enterre
 - 9 places PMR (4 pl.surface+5 pl.garage)
- arbres à planter
 - aep
 - eu/ev
- reseaux
 - edf
 - pluvial



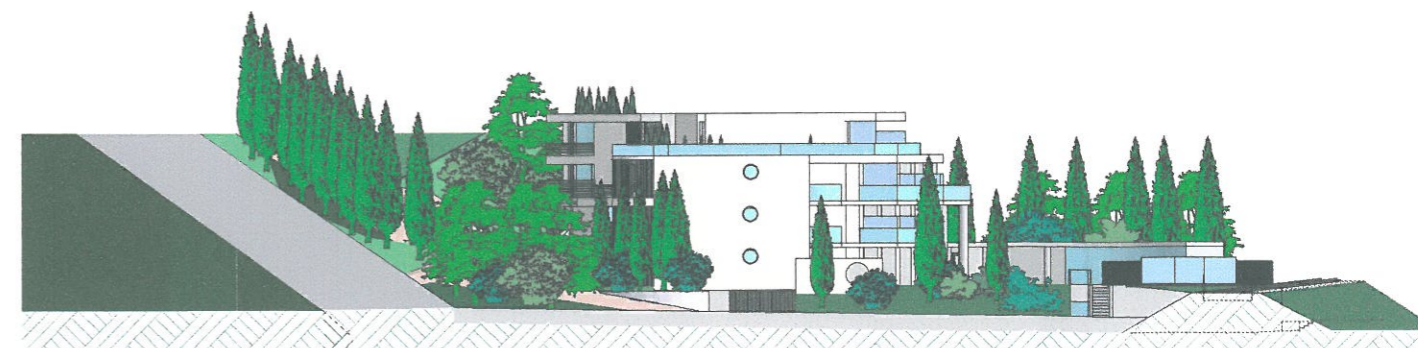
R sidence de Tourisme
DOLCE PAESE
SCI PAESE
M. & Mme. LOVERINI BARTHELEMY
PC5 Fa ades



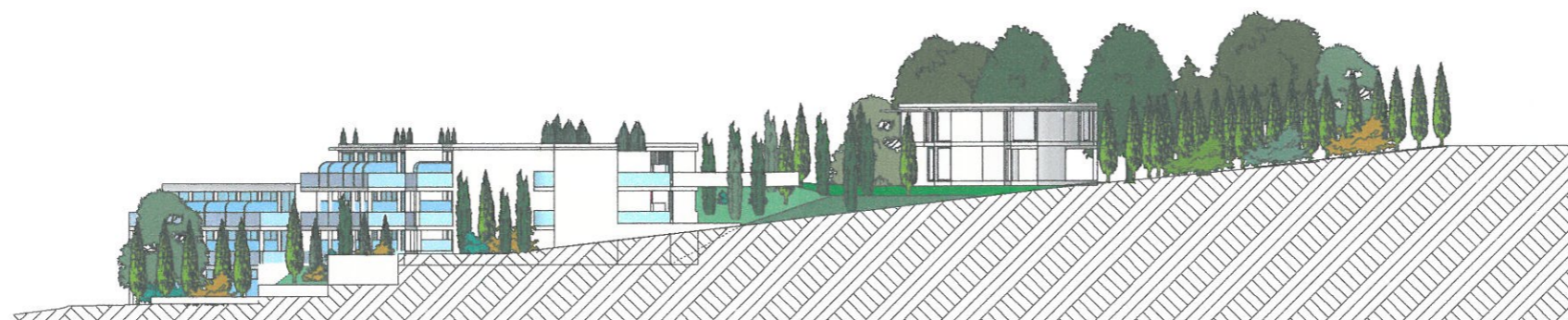
STEPHAN MARESZ
ARCHITECTES D.E.P.V.
URBANISTES

N  09a 2009
Planche 04
Ech : 1/250
Date : 30 09 2012
Modificatif

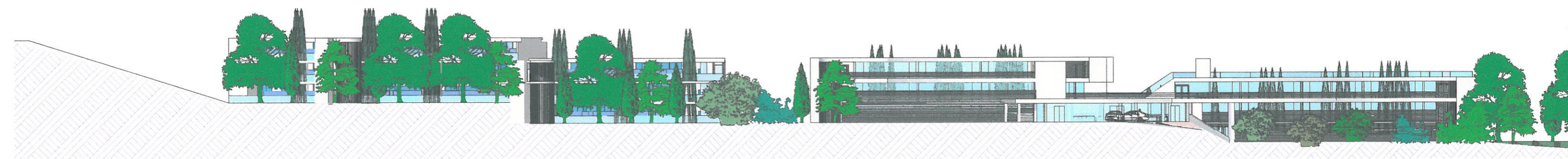
RESIDENCE CAROLINE 20200 CALVI
TEL 04 96 66 12 42 FAX 04 96 66 00 00
e-mail : STEPHAN.MARESZ@wanadoo.fr
N  NATIONAL 1320 REGIONAL 80



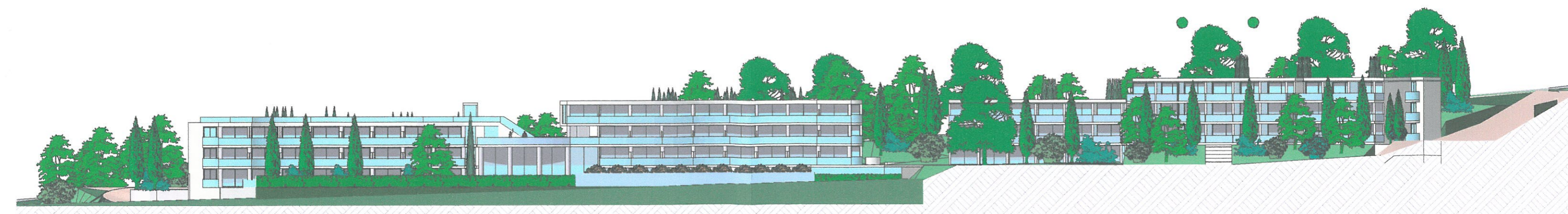
FACADE EST



FACADE OUEST




FACADE SUD



FACADE NORD

R sidence de Tourisme
DOLCE PAESE
SCI PAESE
M. & Mme. LOVERINI BARTHELEMY
PC 3 COUPES



STEPHAN MARESZ
ARCHITECTES D.E.P.V.
URBANISTES

N  09 s 2008
Planche 03
Ech : 1/250
Date : 30 09 2012
Modificatif

RESIDENCE CAROLINE 20260 CALVI
TEL. 04 96 66 12 42 FAX 04 96 66 00 00
e-mail : STEPHAN.MARESZ@wanadoo.fr
N  NATIONAL 1320 REGIONAL 80

